



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1233 - 1er octobre 1987 - 4 F

D 1233 HAÏTI: UN POINT DE VUE SUR FOI ET POLITIQUE

Ce document ne laissera certainement pas indifférents tous ceux qui, en Haïti, au Nicaragua et dans l'ensemble de l'Amérique latine, sont engagés dans le combat pour la justice sociale et pour une transformation en profondeur des sociétés latino-américaines. Le document pose en effet le problème, pour les chrétiens, de la nature même de l'action politique: celle-ci n'obéit pas seulement à une logique de valeurs sociales déterminées mais elles'inscrit également dans des rapports de force ayant leur propre logique; en cas de radicalisation, ces deux logiques entrent en conflit et l'infléchissement final se fait, selon les acteurs, en faveur de l'une contre l'autre. D'où la formule-choc de l'auteur du document: en politique il faut "l'exigence de la morale" mais aussi "l'habileté de Machiavel". Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer avec force que le rôle de l'Eglise est primordial dans la maturation politique des milieux populaires haïtiens.

Tout autre que Paul Blanquart, l'auteur des réflexions ci-dessous, serait tenu pour suspect en abordant ainsi le problème des "chrétiens de gauche". Ancien maître de conférence à l'Institut catholique de Paris, ancien rédacteur en chef de *Politique-Hebdo*, ancien directeur du centre de création industrielle de Beaubourg, ancien professeur associé de sociologie à l'Université Paris XII, Paul Blanquart est un enseignant-chercheur spécialisé dans le rapport religion et société. Il est donc un vieux routier en la matière et l'un des rares à ne pas avoir "retourné sa veste" parmi les ténors des années soixante en France.

Ci-dessous reproduction de ses propos publiés dans *Témoignage chrétien*, n° du 14-20 septembre 1987 (avec l'aimable autorisation de l'hebdomadaire).

Note DIAL

Le rôle de l'Eglise en Haïti LES RISQUES DU GAUCHISME CHRÉTIEN

par Paul Blanquart

(Intertitres de DIAL)

L'Eglise haïtienne a joué un rôle moteur dans le départ de Jean-Claude Duvalier. Son rôle est-il aujourd'hui terminé? Oui, semblent répondre les évêques qui, le 2 septembre (1), se sont élevés "contre la tentative de récupération des communautés de base à des fins politiques". Non, dit Paul Blanquart qui, de retour d'Haïti, estime que l'Eglise progressiste est un point de passage obligé pour l'émancipation du peuple haïtien. Encore lui faut-il éviter certains risques, comme celui du gauchisme chrétien.

La situation politique actuelle, en Haïti, est tout à fait paradoxale: le Conseil national de gouvernement (CNG) s'annonce favorable à la tenue des élections présidentielles, prévues pour le mois de novembre, alors que la gauche démocratique, de son côté, semble fortement tentée par le boycott.

[1] Le document est daté du 29 août. Cf. Dial D 1232 [NdE].

L'argument de la gauche démocratique est que ces élections seront manipulées par le CNG. C'est vrai, mais l'abstention laissera le champ encore plus libre pour le CNG. Il y aura alors 5 à 10% d'électeurs qui éliront un candidat paravent des duvaliéristes; les Etats-Unis se frotteront les mains parce que les apparences démocratiques seront sauvées; Haïti sera encore plus enfoncée dans son image internationale négative et, en cas de révolte, la répression sera sanglante mais effectuée par un gouvernement "légal".

Pourquoi la gauche démocratique se montre-t-elle si réticente dans l'utilisation de toutes les possibilités institutionnelles? En simplifiant, on peut dire que le problème d'Haïti est de n'avoir jamais connu de vie politique démocratique.

(Deux notions politiques)

Dans l'histoire, on relève deux grandes expériences qui sont à la base de toute vie politique. Il y a d'abord, dès la fin du Moyen-Age, l'expérience de l'Europe occidentale qui s'est traduite par l'émergence progressive de la notion d'état de droit et qui a abouti à la déclaration des droits de l'homme. Or Haïti est passée d'un Etat colonial, esclavagiste, à un Etat despote, dictatorial, prédateur. Pour les paysans, pour les marginalisés urbains, l'Etat c'est donc l'ennemi. De lui, ne peuvent venir que des embêtements.

La deuxième notion, porteuse de mouvement politique et d'avancées démocratiques, c'est celle de bien commun. C'est une notion qui nous vient de la Grèce ancienne et de la pensée médiévale thomiste.

(Le cas d'Haïti)

Le problème, c'est que la société haïtienne n'est pas une société traditionnelle, intégrée; elle est née d'esclaves déracinés, ayant rompu avec leur société africaine d'origine, et qui, écrasés par un Etat despote, n'ont eu d'autre solution que de développer un individualisme de survie, repliés sur leur lopin de terre.

Cet émiettement n'a pas empêché des révoltes, mais des révoltes rarement structurées, des révoltes de désespoir, de survie. Le mouvement populaire de ces dernières années s'inscrit dans la lignée, mais vise plus loin: au-delà du "déchoukage" - qui, d'ailleurs, est bien loin d'avoir liquidé le duvaliérisme - il s'agit de passer à l'instauration d'une société véritablement démocratique, et qui permette à tous de vivre dans la dignité.

(Légitimité populaire)

La gauche démocratique, issue des classes moyennes, dont les dirigeants ont souvent été exilés - mais qui, par là-même, ont perdu le peu de contact qu'ils avaient avec la grande masse du peuple haïtien - n'a pas de légitimité populaire. La seule institution qui ait cette légitimité, c'est l'Eglise; c'est d'ailleurs pourquoi la gauche est très dépendante, très suiviste vis-à-vis d'elle; c'est également pourquoi le rôle de l'Eglise est tout à fait décisif dans la mise en place et dans le développement d'un processus démocratique à Haïti.

Cet enracinement, cette légitimité populaire, l'Eglise les doit en très grande part aux communautés de base - qu'on appelle les *Ti Legliz* - et à ceux qui, en elles, ont rompu avec certaines attitudes antérieures de collaboration avec les classes dominantes et le régime duvaliériste. Ces *Ti Legliz*, au travers d'organisations de santé, d'écoles, de coopératives, d'expériences communautaires au sens large, ont commencé à forger une conscience collective.

D'autre part, elles mettent en contact des éléments de la petite bourgeoisie qui ont acquis la notion de droit et de légalité (par études, ou en exil) et les

profondeurs populaires. Elles sont donc le grand agent de politisation. Ce travail de conscientisation est forcément long et difficile: on n'efface pas, d'un trait de plume, l'histoire que le peuple haïtien a vécue et le mépris que lui vouent les peuples qui l'entourent. On entend souvent des Haïtiens dire: "*Nous ne sommes que des bêtes, des chiens*". Les animateurs des communautés de base leur répondent: "*Tout moun cè moun*" ("*toute personne est une personne*"). Et, progressivement, les Haïtiens redressent la tête, recouvrent leur dignité.

(Les deux stratégies de l'Eglise)

Seulement, dans l'Eglise haïtienne, il y a aussi des contradictions internes et, au moins, deux stratégies. La première stratégie est celle de Jean-Paul II, celle du nonce apostolique et celle des évêques haïtiens qui, en l'occurrence, ne font que suivre les consignes du Vatican.

Jean-Paul II a rencontré Haïti en mars 1983 et il a dit: "*Il faut que les choses changent*". Il y avait, je crois, une correspondance assez profonde entre la situation en Haïti et la pensée politique de Jean-Paul II que l'on peut caractériser par la théorie de la "paix de Dieu". Au Haut-Moyen-Age, à la fin du X^{ème} siècle - époque du baptême de la Pologne et de la constitution de la nation polonaise - et au début du XI^{ème} siècle, les sociétés civiles se trouvaient sous domination d'Etats plus ou moins despotiques, de pouvoirs féodaux usant de l'épée et de l'assujettissement personnel. L'Eglise, grâce à son autorité symbolique et morale s'est alors introduite entre ces pouvoirs et les sociétés pour protéger les secondes. Aujourd'hui encore, en Pologne, c'est ce rôle-là que joue l'Eglise: face à un Etat qui n'est pas légitime, puisqu'il a été imposé par le grand voisin, qui n'est pas un état de droit, l'Eglise s'interpose et tire d'ailleurs sa puissance de cette situation.

C'est cette politique-là que Jean-Paul II mène un peu partout. Et notamment en Haïti... jusqu'au départ de Jean-Claude Duvalier.

Depuis le "déchoukage", les évêques haïtiens tiennent, en gros, le discours suivant: il n'y a plus d'Etat despote, notre mission historique est donc terminée, place à la réconciliation, l'Eglise n'a pas à faire de politique. D'où le document de la conférence épiscopale, le 2 septembre (cf. note 1), qui met en garde les fidèles "*contre la tentative de récupération des communautés de base à des fins politiques*". On reconnaît là le même type d'analyse que développe partout Jean-Paul II contre la politisation de l'Eglise, contre la théologie de la libération ou contre ce qu'il qualifie d'Eglise populaire.

Face à cette stratégie de l'Eglise officielle, il y a celle des chrétiens progressistes, de ces prêtres et de ces militants qui considèrent qu'ils ne peuvent se dérober devant leur mission historique de politisation. Certes, la raison politique est laïque, mais, dans les conditions particulières d'Haïti, sa pédagogie exige encore les services de l'Eglise. Elle devra se dégager - au sens de "sortir de", comme l'enfant sort de sa mère - de la pensée religieuse mais cela ne peut se faire que progressivement.

Il faut, c'est sûr, partir du religieux. Le peuple haïtien se tient aujourd'hui à la frontière de la vie et de la mort. Qu'est-ce qui, du fond d'une terrible misère, le fait tenir debout? Espérer, alors qu'il n'a presque plus rien où s'appuyer? Son énergie spirituelle, son esprit religieux.

Mais il s'agit, pour cette énergie, de transformer la société: c'est là un travail politique. Politiser à partir du religieux, ce n'est pas théologiser, religiosifier la politique.

(La spécificité du politique)

Or, certains se comportent comme si la religion, la théologie de la libération, avaient réponse à tout. Et ils font un peu trop l'impasse sur la rigueur nécessaire à toute pensée politique, sur la raison qui s'exprime en termes de stratégie, de calcul, de rapports de forces et non pas de grandes proclamations morales, généreuses mais souvent utopiques. La sphère du pouvoir est très complexe et l'investir suppose une pression constante et multiforme (2): il y faut l'exigence de la morale mais il y faut également l'habileté de Machiavel. Or se développe aujourd'hui, en Haïti, un purisme, un gauchisme chrétien liés à ce primat de la morale religieuse sur la raison pratique.

En mars, déjà, lors du vote de la Constitution - qui marque pourtant le début d'un état de droit, qui manifeste l'émergence de l'esprit juridico-politique en Haïti et qui peut être une arme contre les abus du pouvoir du CNG - de nombreux chrétiens progressistes ont été tentés de prôner l'abstention. Finalement, il n'en a rien été, grâce à la combativité que quelques-uns ont mis à les convaincre.

En juin, le CNG publie deux décrets portant sur la dissolution de la centrale ouvrière CATH et sur la limitation des pouvoirs de la Commission électorale. Grèves, manifestations: le CNG recule; c'est une grande victoire sur le terrain institutionnel. Mgr Romelus lance alors le mot d'ordre: "*Rachè manyok*", (arracher manioc) c'est-à-dire le CNG doit partir. Et la gauche lui emboîte le pas.

Bien sûr, le CNG ne part pas. Le dos au mur il fait tirer sur la foule et déclenche une très forte répression qui lui permet de reprendre l'initiative. Partout où je suis passé, en Haïti, au mois d'août, on m'a dit: "*Les macoutes sont de retour*"; et, de nouveau, la peur est revenue dans le pays. Dans ces conditions, un mot d'ordre de boycott des élections de novembre ne ferait que laisser le terrain encore plus libre pour le CNG.

(L'exigence de rigueur intellectuelle)

Il ne faut pas qu'une fois encore, une attitude morale, religieuse, aboutisse à une grave erreur de jugement politique. La responsabilité de ces prêtres, de ces agents pastoraux appartenant à l'Eglise progressiste est donc énorme. Ils ont un rôle historique unique. Ils sont un point de passage obligé, aujourd'hui, pour l'émancipation de leur peuple. Ils doivent être d'autant plus vigilants et éviter certains risques, comme celui du gauchisme chrétien. Sinon, des occasions seront ratées. Pour Haïti, pour l'ensemble de l'Amérique latine et pour la théologie de la libération, ce serait très grave!

Propos recueillis par Roger Tréfeu

[2] Modification par l'auteur de la phrase originelle de Témoignage chrétien qui déclarait: "La sphère du pouvoir est très complexe et y entrer demande du temps".

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)